



## Guadeloupe : Un gréviste tué au cours de la répression de la grève générale

Le gouvernement Sarkozy envoie 300 policiers en renfort

Par [Antoine Lerougetel](#)

Mondialisation.ca, 22 février 2009

[WSWS](#) 22 février 2009

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#)

Thème: [Loi et Justice](#)

Le gouvernement du président Nicolas Sarkozy a réagi à la grève générale en Guadeloupe en intensifiant la répression qui a eu pour conséquence la mort du gréviste Jacques Bino dans la nuit de mardi. Mercredi, le gouvernement a envoyé 300 policiers supplémentaires en renfort sur l'île.

Lorsque Sarkozy a prononcé son allocution télévisée mercredi soir, présentant son plan de mesures sociales pour faire face la crise résultant de la conjoncture économique, il n'a fait aucune référence à Jacques Bino. Il a remis toute proposition de solution à la grève générale qui a lieu dans les Antilles françaises, depuis le 20 janvier en Guadeloupe et le 5 février en Martinique, jusqu'au lendemain, date de sa rencontre avec les représentants politiques de l'île.

La revendication centrale de la grève générale, à savoir l'augmentation mensuelle de salaire de 200 euros pour les 45 000 travailleurs les plus pauvres de Guadeloupe, reprise aussi par le mouvement en Martinique, a essuyé un refus catégorique de la part du gouvernement.

La réaction de la gauche et des syndicats français a été d'éviter d'apporter leur soutien à cette revendication, d'empêcher que la lutte en Guadeloupe et en Martinique ne rejoigne le mouvement de résistance des travailleurs de la métropole contre la politique du gouvernement Sarkozy.

Jacques Bino, syndicaliste de 50 ans et membre de la CGTG (Confédération générale du travail de Guadeloupe, principal syndicat) était un représentant de LKP (Collectif contre l'exploitation) qui est à la tête du mouvement de masse de la Guadeloupe. Il a été tué par balle alors qu'il contournait un barrage routier installé par des résidents d'une cité défavorisée.

Jean-Marie Nomertin, secrétaire général de la CGTG ainsi que membre dirigeant du LKP, a dit à Radio RFO, « Nous réaffirmons notre mobilisation, et nous disons plus que jamais que l'Etat et le patronat portent l'entière responsabilité du décès aujourd'hui de Jacques Bino et d'autres militants qui sont arrêtés et donc de la répression plus largement. »

Nomertin a poursuivi, « Les informations que nous avons, c'est que premièrement les jeunes ont lancé un appel, on a appelé la police. La police a refusé de venir en disant qu'il y avait trois blessés de leur côté, qu'ils préféraient rester à s'occuper de leur propre corps de métier. Ensuite le SAMU et les sapeurs pompiers étaient prêts à venir, mais avec l'accord et

la présence de la police. Et la police a décidé de dire tout simplement qu'il fallait attendre parce qu'ils avaient trois blessés. Pendant ce temps, le camarade perdait son sang et mourait. »

*Médiapart* a publié une lettre le 18 février, envoyée de son lit d'hôpital par Alex Lollia, professeur de philosophie et membre du LKP, racontant la violence policière et le racisme qu'il avait subis dans la nuit du 16 février. Lollia a dit dans sa lettre qu'avec ses camarades syndicalistes « Nous faisons tout pour calmer le jeu et encadrer les manifestants... Nous avons vu tomber sur nous une véritable tornade de coups de matraque alors que nous avions déjà quitté les abords de la route nationale... Ils m'ont encerclé... Lorsque je recevais des coups de pieds dans le ventre et que je me traînais par terre, voilà ce qu'ils m'ont dit : "On a vu ta sale gueule à la télé, on va te la casser et tu ne pourras plus la montrer. On va vous casser sales nègres, chiens de nègres !" »

La lettre poursuit, « J'ai vu qu'ils traînaient par les cheveux, une femme du quartier qui manifestait son indignation lorsqu'ils m'ont frappé. »

Le rapport de police pour la nuit de mercredi fait état de 15 commerces pillés, 7 bâtiments incendiés, 21 véhicules brûlés, 13 arrestations et 60 interventions de la brigade des pompiers et de l'usage d'armes à feu contre la police. Le parti au pouvoir UMP (Union pour un mouvement populaire) a accusé le LKP d'être responsable d'avoir laissé le mouvement « dérapé. »

Ceci est réfuté par le dirigeant de la grève Elie Domota, dirigeant de la CGTG et principal porte-parole du LKP. Il a dit à la radio *France Inter*, « Depuis 30 jours, la situation, on la maîtrisait totalement et le préfet a envoyé des gendarmes qui ont tabassé des manifestants devant les caméras de télévision, c'est comme ça que tout a démarré. »

Le 9 février déjà, le premier ministre François Fillon avait dit clairement que le gouvernement refusait catégoriquement de financer la revendication de 200 euros mensuels, disant que c'était une question devant être négociée par les patrons et les syndicats. La veille, il avait rappelé en France Yves Jégo, secrétaire d'Etat à l'Outremer, l'éloignant de la table des négociations avec le LKP et les patrons guadeloupéens, quand il semblait qu'il était en passe de concéder l'augmentation de salaire de 200 euros. Jégo avait ensuite déclaré, « Nous ferons respecter l'Etat de droit si besoin est. Avec fermeté mais sans brutalité. »

Le recours à la répression a été facilité par le manque total de solidarité ou de soutien clair des syndicats et des partis de gauche aux revendications des masses guadeloupéennes. Il a fallu attendre pas moins de 27 jours après le début du mouvement pour que se tienne la première manifestation de solidarité à Paris, le lundi 16 février. Aucun d'entre eux n'a appelé à avancer la journée nationale d'action prévue par les syndicats pour le 19 mars, afin de la relier à la lutte qui se déroule actuellement aux Antilles. Cette journée d'action du 19 mars est une suite bien tardive de la mobilisation du 29 janvier où plus de 3 millions de travailleurs et de jeunes avaient fait grève et défilé contre la vie chère et le chômage et pour la défense des services sociaux contre le programme d'austérité du gouvernement.

La majorité socialiste au conseil régional de Guadeloupe a essayé d'affaiblir la détermination des grévistes par des propositions visant à les amadouer et qui ont été rejetées. *Libération* du 16 février écrit, « Pour tenter de débloquent la situation, les présidents du conseil régional et général de Guadeloupe, Victorin Lurel [PS] et Jacques Gillot

[alliée au PS], ont lancé un appel commun à "l'assouplissement de la mobilisation" et mis sur la table une proposition : le versement d'une prime mensuelle de 100 euros par leur collectivité, durant trois mois, pour les salariés gagnant jusqu'à 1,4 fois le Smic. Le LKP l'a aussitôt rejetée, dénonçant un "détournement de l'aide sociale". Il appelle l'Etat à "honorer sa parole" en prenant en charge les 108 millions d'euros nécessaires à une hausse des salaires les plus modestes, comme cela avait été convenu lors d'un préaccord avec Yves Jégo, il y a une semaine. Mais par crainte que la Guadeloupe ne fasse tache d'huile outre-mer et en métropole, François Fillon et Nicolas Sarkozy ont dit niet. »

*Le Monde* a dit que pour Martine Aubry, première secrétaire du PS, « il n'est pas question de souffler inconsidérément sur les braises du mécontentement social. » Il cite ses remarques du 13 février à la presse : « Je crains effectivement que le sentiment de ras-le-bol des Guadeloupéens et des Martiniquais se diffuse ici...Le président de la République reste sourd aux attentes des Français... et c'est ce décalage qui me fait craindre une propagation des événements qui agitent les Antilles. »

Un autre mauvais service rendu à la Guadeloupe et aux masses françaises et émanant de la direction du Parti socialiste, sont les déclarations de Malik Boutih. Il est l'ancien dirigeant de l'organisation antiraciste SOS Racisme, sponsorisé par le PS, et l'auteur du document programmatique du PS proposant la mise en place de quotas d'immigration. Boutih qui est actuellement courtisé par Sarkozy pour qu'il rejoigne son gouvernement a cherché à réduire ce conflit à une question raciale. Il a dit qu'il y avait « quelque chose de choquant à voir des bataillons de CRS blancs, affronter une population noire. » Une remarque qui suscite cette question : Est-ce que cela changerait quelque chose si les policiers étaient noirs ? Cela ne les empêcherait pas d'agir pour le compte de l'impérialisme français.

Certains dirigeants du LKP ont fait des déclarations mettant l'accent sur la question raciale. Quatre-vingt-dix pour cent de la richesse de l'île est entre les mains des familles de « békés », les descendants des colons esclavagistes blancs. Ils contrôlent la plupart des grandes surfaces, avec des franchises des principales chaînes françaises. De récentes études ont montré que les prix majorés de la nourriture et des biens importés de l'étranger, attribués aux coûts du transport, sont frauduleusement gonflés par ces grandes surfaces, de même que le prix de l'essence est majoré par la succursale de Total, SARA, qui détient le monopole de l'approvisionnement aux Antilles.

Ces pratiques sont endémiques à la poursuite de super profits dans une situation de mondialisation capitaliste. Elles sont exacerbées par l'aggravation de la crise économique mondiale et se répercutent bien au-delà des Antilles françaises. Elles touchent les travailleurs du monde entier, ainsi que ceux de la métropole. Un hospitalier originaire de Guadeloupe et travaillant à Paris a dit au journal britannique *Observer* : « Les profiteurs sont des deux côtés, noir comme béké... Les békés sont des descendants des colons esclavagistes qui ont bâti leur fortune sur nos souffrances. Mais, que les choses soient claires : ce racisme n'est pas la raison derrière le conflit actuel. Il s'agit d'une révolte contre la misère. Je me demande comment cela n'a pas éclaté avant. »

La tendance de la direction du LKP à présenter cette lutte comme une question nationale et non pas de classe sociale, contribue à l'isolement du mouvement par rapport à la classe ouvrière française. Les dirigeants du LKP ne cherchent pas à unifier les luttes de Guadeloupe avec celles des travailleurs outre-Atlantique. Un élément clé de leur revendication d'une augmentation mensuelle des salaires de 200 euros est un appel au gouvernement français pour qu'il subventionne les patrons en les exonérant de leurs taxes

et de leurs charges sociales.

Après le sommet social de mercredi entre les syndicats, les patrons et le gouvernement, Jean-Claude Mailly de Force ouvrière a dit à la radio *Europe 1*, « On devrait être sorti de ce conflit depuis plus de 15 jours, si le message lu par Yves Jégo à travers le préfet était respecté, où il s'engageait à des allègements de charges pour les entreprises, permettant derrière un deuxième accord sur les salaires. »

*Médiapart* a publié des déclarations de dirigeants du Nouveau Parti anticapitaliste (NPA) affichées le 17 février, montrant leur désir d'apparaître comme des membres responsables de la classe politique de la République française et de freiner la révolte. Jean-François Grond a dit de la visite prévue pour vendredi d'Olivier Besancenot en Guadeloupe et à la Martinique, « Il ne s'agit pas de jeter de l'huile sur le feu, mais d'aller sentir l'ambiance. » Quant à la « contagion » de la révolte passant des Antilles à la France, Grond a nié que le NPA puisse avoir un rôle à jouer : « On n'a jamais participé des fantasmes de la vision policière voulant que l'on télécommande un mouvement social. Ça, c'est la société hexagonale qui le décidera. »

Alain Krivine, membre fondateur de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) qui s'est dissoute dans le NPA, a fait la démonstration de la lâcheté politique et de l'opportunisme de son mouvement lorsqu'il a expliqué le manque d'empressement du parti à réagir à la lutte en Guadeloupe et à y envoyer une délégation. Il a affirmé que le retard était « pour justement attendre de voir s'il prenait de l'ampleur et pour ne pas être accusé de le récupérer... On est les derniers à gauche à s'y rendre! ... On se fait même engueuler par notre base qui nous demande pourquoi on n'y est toujours pas. »

Article original anglais, WSWS, paru le 20 février 2009.

© WSWS.

La source originale de cet article est [WSWS](#)  
Copyright © [Antoine Lerougetel](#), [WSWS](#), 2009

Articles Par : [Antoine Lerougetel](#)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si

vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)